

L'Appel de Thorens-Glières, le 14 mai 2011

« Le 8 mars 2004, treize vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France libre lançaient un " Appel aux jeunes générations " dénonçant notamment " la remise en cause du socle des conquêtes sociales de la Libération ". Cette tendance régressive s'accélère dramatiquement. Nombre de citoyennes et citoyens s'en indignent.

Partout la prise de conscience que les valeurs, toujours actuelles, incarnées en 1944 dans le programme du Conseil National de la Résistance, ouvrent l'espoir qu'un mieux-vivre ensemble est possible. Il est aujourd'hui concevable de définir un nouveau "programme de la Résistance" pour notre siècle. Au lieu de cela, le débat public qui s'annonce avec les élections de 2012 semble privilégier les manœuvres politiciennes au service d'intérêts particuliers sans traiter :

- des causes politiques des injustices sociales,
- des raisons des dérégulations internationales,
- des origines des déséquilibres écologiques croissants.

Comme en 2004, nous souhaitons que tous les citoyens, tous les partis, tous les syndicats, toutes les associations participent à l'élaboration d'un Projet de Société du 21ème siècle en repartant du programme du CNR " *Les jours heureux* " adopté le 15 mars 1944.

Ce programme politique constitue toujours un repère essentiel de l'identité républicaine française.

Avec l'association " *Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui* " nous appelons tous les partis politiques, toutes les candidates et candidats à un mandat public dans le cadre des élections présidentielle et législatives de 2012 à prendre trois engagements qui mettront réellement en application la devise républicaine " *Liberté Egalité Fraternité* ".

Premièrement, afin de garantir l'égalité :

Lancer immédiatement le travail législatif et réglementaire qui permettra de reconstituer les services publics et institutions créés à la Libération pour aller vers une véritable démocratie économique et sociale. Possible en 1944, cette démarche l'est d'autant plus aujourd'hui, alors que le pays n'a cessé de s'enrichir depuis. Droit à la santé pour tous, droit à une retraite, droit à l'éducation, droit au travail, droit à la culture demeurent les seuls véritables garants de l'égalité républicaine. Une égalité qui n'a de sens que dans le respect du droit des étrangers.

Deuxièmement, afin de garantir la liberté :

Approfondir la forme républicaine du gouvernement afin de séparer clairement les pouvoirs et renforcer la démocratie parlementaire au détriment de notre régime présidentiel personnalisé.

Développer de nouvelles pratiques de la démocratie dans laquelle l'action de la société civile sera reconnue, et restaurer les conditions du principe d'ailleurs défini à l'article 2 de la constitution actuelle : " *gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* ".

Garantir la qualité du débat démocratique et la fiabilité des contre-pouvoirs, en assurant à nouveau la séparation des médias et des puissances d'argent comme en 1944.

Ces 3 axes de débats devront aboutir à une démarche souveraine d'" *Assemblée constituante* " vers de nouvelles pratiques républicaines.

Troisièmement, afin de garantir la fraternité :

Travailler les coopérations avec les peuples et les pays, en refusant l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie. Favoriser résolument des solutions soutenables pour les équilibres écologiques, dans les limites de développement compatibles avec la survie humaine. Ecarter de la marchandisation totale les besoins vitaux de l'être humain comme l'eau, la nourriture et l'énergie. Il est temps de bien vivre ensemble, dans la haute nécessité de l'épanouissement du plus grand nombre et d'offrir une perspective d'avenir prometteur aux jeunes générations.

Plus que jamais, comme le proclamait en 2004 l'Appel des Résistants aux jeunes générations, à ceux et celles qui font ce siècle qui commence, nous voulons dire avec affection : " **Créer c'est résister. Résister c'est créer** ". »

Les signataires : Raymond Aubrac, résistant ; Stéphane Hessel, résistant, déporté ; Marie-José Chombart De Lauwe, résistante, déportée, présidente de la Fondation pour la mémoire de la déportation ; Daniel Cordier, résistant, secrétaire de Jean Moulin ; Georges Séguy, résistant, déporté ; Walter Bassan, résistant, déporté ; Henri Bouvier, résistant, déporté ; Léon Landini, résistant FTP MOI ; Pierre Pranchère, résistant ; François Amoudruz, résistant, déporté, membre de la présidence nationale de la FNDIRP ; Jean Mariné, résistant, déporté, président de la FNDIRP de l'Ain ; Noëlla Rouget, résistante, déportée ; Odette Nilès, résistante, ex-fiancée de Guy Moquet ; Charles Papon, résistant, co-président de l'ANACR Finistère ; Pierre Moriau, résistant.